

PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024



Maquette et mise en page : Ézékiel Lucas Coordination : Sophie Roques et Aurélien Mazuy Rédaction : Coordination nationale d'HES LGBTI+

SOMMAIRE

POUR UNE EUROPE DES DROITS LGBTI+

PROPOSITIONS D'HES LIGHTI+ POUR LES ÉLECTIONS FUROPÉENNES DE JUIN 2024

ÉTAT DE DROIT, DÉMOCRATIE ET DROITS FONDAMENTAUX	P.5
SOUTIEN À L'AGENCE EUROPÉENNE DES DROITS FONDAMENTAUX	P.9
SOUTIEN À DE NOMBREUSES LÉGISLATIONS ET INITIATIVES ACTUELLES	P.11
DEMANDE D'ASILE	P. 17
TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE	P.20
L'EUROPE DANS LE MONDE	P.22
LE GROUPE SOCIAL DÉMOCRATE AU PARLEMENT EUROPÉEN	P.24
PARTI SOCIALISTE ET PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN	P.27



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

PROPOS INTRODUCTIF

Dans l'optique des élections européennes du 9 juin 2024, HES propose que soit intégrée au programme européen de la liste soutenue par le Parti Socialiste la thématique LGBTI+ car la gauche doit continuer à combattre les sirènes LGBTIphobes, réactionnaires, souverainistes et populistes présentant l'Union Européenne comme la force obscure qui imposerait à la France des décisions difficiles.

Les sujets autour des thématiques LGBTI+ ne doivent pas être balayés, d'un revers de la main, comme ici en France où, à la suite de l'adoption du mariage aux couples de même sexe, le combat autour de l'égalité des droits s'est essoufflé alors que les discriminations persistent et que d'autres droits restent à conquérir. L'égalité des droits n'est toujours pas entièrement acquise.

Les partis de droite et d'extrême droite en Europe se positionnent très souvent contre les personnes LGBT et les politiques en faveur de leur émancipation et nous l'avons malheureusement constaté en Pologne, en Hongrie ou en Italie.

L'Europe doit tendre vers des politiques qui protègent chaque citoyen·ne, quel que soit leur identité de genre ou leur orientation sexuelle et les droits LGBTI ne sont pas un supplément d'âme dans un programme, ce sont des sujets éminemment politiques qui disent quelque chose sur le degré de vivre ensemble dans nos sociétés. Les socialistes et la gauche doivent être précurseurs d'une nouvelle page de combats pour faire en sorte que demain les enjeux sociaux et sociétaux, autour des droits LGBTI+, deviennent une thématique capitale au sein de l'Europe.

C'est la vie de millions d'Européennes et d'Européens qui est en jeu.



ÉTAT DE DROIT, DÉMOCRATIE ET DROITS FONDAMENTAUX



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

ÉTAT DE DROIT, DÉMOCRATIE ET DROITS FONDAMENTAUX

En Hongrie, l'état de droit est mis à mal depuis de nombreuses années par des gouvernements très à droite, notamment sous la politique populiste de Viktor Orban. Cette détérioration continue montre l'inefficacité des mécanismes qui avaient été pensés dans les Traités, notamment celui de Lisbonne. Tristement, le gouvernement d'Orban mène une bataille continue contre les LGBTI+ en les stigmatisant avec différentes lois et décisions largement inspirées de celles, haineuses et démagogiques, prises par la Russie de Poutine. Sous couvert de "protection de l'enfance", le gouvernement hongrois met en place une véritable chasse aux LGBTI+ et leurs symboles, telle que la loi de 2021 qui est devant la Cour de Justice de l'Union Européenne.

En Pologne, on peut se féliciter du très récent changement de majorité, où un Gouvernement de centre-droit allié aux partis de gauche essaye de remettre enfin sur pied la démocratie polonaise et de faire respecter les droits pour les femmes et les LGBTI+. Nous attendons avec impatience que l'annonce sur un mariage égalitaire soit discutée au Parlement polonais et que la Pologne se mette en conformité sur l'ensemble des jugements de la Cour de Justice de l'Union Européenne et la Cour Européenne des Droits de l'Homme concernant l'indépendance des juges et le respect de la primauté du droit de l'Union Européenne.



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

La présence des populistes d'extrême-droite au pouvoir en Europe - comme en Italie - montre de manière systématique non seulement une atteinte aux droits des LGBTI+ et des femmes, mais aussi à d'autres minorités : la gauche ne doit pas laisser passer. Lors des votes au Parlement européen, les élu.es du Rassemblement National ou de Reconquête votent systématiquement contre tout soutien aux droits des personnes LGBTI+.

HES DEMANDE:

- L'organisation, au sein du Conseil affaires générales, d'auditions pour les pays de l'Union Européenne, notamment la Hongrie, sous le joug d'une procédure "Article 7.1", et non plus un simple état des lieux,
- Le vote des recommandations contraignantes (majorité des 4/5) envers les autorités hongroises. Les thématiques couvertes par ces procédures doivent également couvrir pleinement les droits fondamentaux et la démocratie,
- Le passage pour le cas hongrois vers une procédure "Article 7.2" qui pourrait impliquer la suspension de ses droits de vote au Conseil,
- La demande à la Commission que ses rapports annuels sur l'État de droit couvrent les aspects des droits fondamentaux (et LGBTI+ en particulier) et de démocratie de manière systématique, et soient accompagnés de recommandations contraignantes avec un calendrier précis et des sanctions en cas de non-respect de ces dernières.



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

De plus, HES demande que les fonds du plan de relance européen ne soient pas attribués, même partiellement à la Hongrie, tant qu'elle ne respecte pas l'ensemble des jugements de la Cour de Justice de l'Union européenne, la primauté du droit de l'Union, les jugements de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et n'aura pas réformé son système judiciaire, des entités de contrôle indépendantes et mis en place un système efficace de lutte contre la corruption.

Le règlement sur la conditionnalité des fonds européens, entré en vigueur au 1er janvier 2021, doit être systématiquement appliqué et l'atteinte aux intérêts financiers de l'Union doit être entendue d'une manière beaucoup plus large qu'actuellement. Pour le moment, ce règlement a été utilisé uniquement envers la Hongrie, malgré des attaques à l'Etat de droit dans un nombre important d'États de l'Union.

HES regrette que ce règlement soit interprété d'une manière très restrictive par la Commission, qui ne regarde que les atteintes pour le budget de l'Union, alors que les attaques à l'État de droit peuvent être considérées comme une attaque envers toute l'Union, et son budget en particulier.

Il est essentiel de soutenir la société civile, les ONG luttant contre les anti-LGBTIphobies, les médias et journalistes indépendants dans ces pays, notamment avec des fonds de soutien dédiés qui ne doivent pas forcément passer par les gouvernements nationaux.

Nous demandons à ce que les fonds dédiés aux organisations issues de la société civile, aux médias et journalistes indépendants soient mieux dotés et plus accessibles, notamment en réduisant la lourdeur administrative qui empêche de nombreux acteurs d'y recourir.



SOUTIEN À L'AGENCE EUROPÉENNE DES DROITS FONDAMENTAUX



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

SOUTIEN À L'AGENCE EUROPÉENNE DES DROITS FONDAMENTAUX

L'Agence des Droits fondamentaux (FRA), basée à Vienne, doit continuer à collaborer avec les autres agences de l'Union pour promouvoir des pratiques compatibles avec les droits fondamentaux des Européen.nes. Cette Agence a depuis de nombreuses années mené de multiples études, sondages et recommandations pour aborder les situations dans lesquelles vivent les personnes de la communauté LGBTI+ en Europe.

HES DEMANDE:

Un soutien financier plus important à l'Agence pour continuer à assurer sa mission dans son approche anti-discriminations et intersectionnelle.

SOUTIEN À DE NOMBREUSES LÉGISLATIONS ET INITIATIVES ACTUELLES



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

SOUTIEN À DE NOMBREUSES LÉGISLATIONS ET INITIATIVES ACTUELLES

HES se réjouit que la Commission européenne ait présenté de nombreuses initiatives lors de son mandat en cours, notamment sous l'impulsion de la Commissaire maltaise de gauche Helena Dalli, ayant un impact positif pour l'égalité des droits en Europe, et les droits LGBTI+ en particulier. Toutefois, un nombre important de ces domaines nécessitent hélas encore l'unanimité au sein du Conseil des Etats membres.

HES DEMANDE:

- Que toutes les législations concernant l'Egalité deviennent des domaines couverts par la procédure législative ordinaire, où les vétos d'un petit nombre de pays ne pourront plus tout bloquer,
- Que la stratégie compréhensive LGBTQI+ de la Commission pour la période 2020–2025 soit analysée et que le nouveau Collège des Commissaires à venir adopte une stratégie au moins aussi ambitieuse pour le prochain quinquennat. Il est nécessaire d'avoir une stratégie horizontale dans ce domaine.

PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

Il est nécessaire que les textes suivants soient considérés comme prioritaires et que tout soit fait pour leur adoption au plus vite, et qui souvent sont bloqués par manque d'unanimité entre les Etats membres :

- · L'harmonisation des législations sur le droit des personnes au sein de l'UE afin de garantir la liberté de circulation de tous les citoyens et la possibilité de regroupement familial pour toutes les familles (parents et enfants). La proposition de règlement visant à harmoniser par le haut au niveau de toute l'Union Européenne les règles de droit international privé relatives à la filiation est une priorité.
- · L'achèvement et la mise en œuvre réelle de la législation européenne de lutte contre les discriminations en dehors du monde du travail qui est bloquée depuis plus de 15 ans. La protection contre la discrimination fondée sur le sexe doit explicitement protéger toutes les personnes transgenres et intersexes.
- · L'extension de la catégorie des paroles de haine et crimes de haine comme un crime européen. Par la suite, nous demanderons l'extension de la législation européenne sur les crimes racistes aux crimes motivés par l'homophobie ou la transphobie. Les autorités de police et de justice doivent être systématiquement et obligatoirement formées à traiter ces cas conformément à la législation européenne sur les droits des victimes et aux recommandations du Conseil de l'Europe de traiter de manière similaire les actes racistes, antisémites, sexistes, homophobes.



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

- Le renforcement de l'indépendance et l'harmonisation des standards des organismes en charge de l'égalité de traitement au niveau national.
- · HES s'oppose également à toute législation européenne ou nationale qui viendrait à considérer comme "sûrs" des pays en dehors de l'Union et qui pourrait voir les demandes d'asile des personnes LGBTI+ en provenance de ces pays rejetées quasi-automatiquement. Il est nécessaire de mettre en place des bonnes pratiques pour l'examen et la réception des demandeurs d'asile LGBTI+.
- · HES soutient également les différentes démarches qui peuvent être mises en place afin de faciliter la reconnaissance de parentalité des enfants nés légalement par GPA en dehors de l'Union avec au moins un des parents étant ressortissant européen.

Nous nous opposons à l'inclusion de la GPA dans les textes législatifs européens qui ne sont pas destinés à la reconnaissance de ces enfants. Toute référence à la GPA pour la bannir, d'une manière ou d'une autre, pourrait ouvrir un flou juridique inquiétant que les populistes et conservateurs en Europe sauront exploiter à des fins détournées.

PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

D'une manière plus transversale, nos eurodéputé.es devront s'opposer aux pseudos « thérapies de conversion » partout en Europe et dans le monde et s'engager à soutenir l'Initiative Citoyenne appelant la Commission européenne à établir ces pratiques comme un crime au niveau européen, et tout mettre en oeuvre au niveau législatif pour y mettre fin au sein de l'Union Européenne.

HES soutient à ce titre l'initiative citoyenne européenne "Ban Conversion practices" et encourage nos élu•es et militant•es à manifester leur soutien lors de l'ouverture des signatures en ligne.

HES soutient également le programme de financement européen "Citoyens, égalité, droits et valeurs" 2021-2027 dédié à la société civile d'une manière générale et couvrant de nombreuses thématiques LGBTQI+. Ce fond doit être doté de plus de crédits pour la prochaine programmation pluri-annuelle.



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

HES DEMANDE:

- Que nos eurodéputé•es s'opposent à toute attaque contre les LGBTQI+ via des mesures éducatives, des restrictions dans l'accès à certaines oeuvres littéraires ou visuelles mises en place dans de nombreux cercles conservateurs,
- Une vigilance et une mobilisation de nos élu•es contre les lobbies anti-LGBTI+ qui sont souvent très organisés et proches des mouvements religieux.

La promotion de l'éducation à la vie sexuelle et affective doit être véritablement faite dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne, dès le collège si possible, tout comme l'accès aux moyens de contraception, de prévention, de santé sexuelle ainsi qu'à l'avortement d'une manière la plus accessible possible.

SEXUALITÉS ET SOCIALISME • HOMOSEXUALITÉS ET SOCIALISME • HOMOSEXUALITÉS ET SOCIA

DEMANDE D'ASILE

SEXUALITÉS ET SOCIALISME • HOMOSEXUALITÉS ET SOCIALISME • HOMOSEXUALITÉS ET SOCIA

PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

DEMANDE D'ASILE

Les demandes d'asile fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont évaluées et l'existence de mesures d'accueil spécifiques pour les personnes LGBTI+ montrent des carences au niveau européen. A partir du rapport de l' Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne de 2017 et pour l'ensemble des États de l'Union Européenne,

HES DEMANDE:

- L'élaboration et la mise en œuvre des lignes directrices nationales spécifiques pour les entretiens avec les personnes LGBTI+ lors des procédures d'éligibilité à l'asile. Ces lignes directrices devraient inclure une attention particulière aux persécutions basées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre,
- La mise en place une formation obligatoire et régulière pour le personnel chargé des demandes d'asile, dispensée par des experts compétents, afin de sensibiliser aux vulnérabilités spécifiques des personnes LGBTI+. Cette formation devrait viser à réduire les stéréotypes et les opinions préconçues,
- L'établissement de structures d'hébergement spéciales pour les personnes LGBTI+ dans la plupart des États membres de l'Union Européenne. Ces structures devraient garantir un environnement sûr et inclusif, avec la possibilité de transferts vers des chambres individuelles en cas d'abus ou de harcèlement.



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

- La mise en œuvre des mesures préventives efficaces pour prévenir les incidents de violence ou de harcèlement motivés par des préjugés à l'encontre des demandeurs d'asile LGBTI+. Promouvoir la sensibilisation au sein de la société civile et des autorités chargées de l'asile pour favoriser un environnement respectueux et inclusif,
- La garantie que les brochures d'information provenant d'ONG, notamment celles concernant les droits et les ressources pour les personnes LGBTI+, soient disponibles dans toutes les langues nécessaires pour assurer une compréhension adéquate,
- La mise en place des mécanismes de signalement et d'enregistrement obligatoires pour les incidents de violence ou de harcèlement motivés par des préjugés à l'encontre des demandeurs d'asile LGBTI+. Ceci contribuerait à une meilleure compréhension de l'ampleur du problème et à l'adoption de mesures correctives,
- L'élaboration des lignes directrices spécifiques sur la fourniture de soins de santé, y compris le traitement hormonal, aux personnes transgenres ayant déjà commencé leur transition et un traitement dans leur pays d'origine ou de passage vers l'Union Européenne. Assurer la continuité des soins de santé pour éviter des conséquences graves liées à l'interruption du traitement.

HES sera vigilant à ce que l'accord de principe sur le Pacte Asile et Migration entre les co-législateurs en décembre 2023 n'entraîne pas une marginalisation des personnes LGBTI+ en particulier, et puisse offrir un traitement plus humain de la Migration en Europe.



TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE

HES soutient les efforts au niveau européen afin de promouvoir un modèle de travail du sexe qui n'est pas représsif et offrir un cadre légal pour les personnes autonomes exerçant librement cette activité, sans proxénètisme ni exploitation humaine. Comme cela est le cas en Belgique, avec un accès au système de santé et permettant de sortir ces personnes de la clandestinité en les faisant contribuer aux caisses de solidarité, et lutter plus efficacement contre les violences physiques ou verbales que ces individus peuvent subir.

Nous appelons donc à ce que nos eurodéputés soient sensibles à ce sujet et promeuvent un cadre européen inclusif et protecteur et non la mise en place d'un arsenal juridique punitif envers les clients ou ces professionnels.



L'EUROPE DANS LE MONDE

PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

L'EUROPE DANS LE MONDE

Force diplomatique importante grâce à ses 27 Etats membres, l'Union Européenne doit être présente dans le jeu diplomatique et doit porter - aussi bien au niveau des institutions internationales que dans toutes les actions internationales - une voix collective capable de défendre et de porter les sujets LGBTI+.

CETTE VOIX EUROPÉENNE DEVRA ENGAGER:

- La création d'un poste d'ambassadeur des droits de l'Homme à l'échelon européen avec la défense explicite des droits et des LGBTI+ dans son portefeuille pour dénoncer à l'ONU comme dans d'autres instances internationales, les politiques anti-LGBTI+ menées par de nombreux États.
- · Une action diplomatique et culturelle pérenne des pays de l'Union pour une action en faveur des droits des LGBTI+ dans les pays où l'Union Européenne est présente. À ce titre, le budget dévolu à l'aide et au développement, et les missions de coopération décentralisées devront intégrer la dimension LGBTI+.

HES soutient les efforts diplomatiques de l'Union pour dépénaliser l'homosexualité au niveau mondial et faire sortir la transidentité des maladies mentales comme en 2022 à l'OMS. Ils sont à renforcer. Toutefois, cette avancée est encore incomplète. L'utilisation du terme « incongruence de genre » maintient l'idée qu'il y a encore un problème avec la transidentité. De plus, catégoriser la transidentité seulement sous l'angle de santé sexuelle exclut les questions d'accès aux soins.



LE GROUPE SOCIAL DÉMOCRATE AU PARLEMENT EUROPÉEN



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

LE GROUPE SOCIAL DÉMOCRATE AU PARLEMENT EUROPÉEN

HES soutient l'adhésion de nos europarlementaires français•es au groupe politique du Parlement européen des sociaux-démocrates (actuellement S&D).

NOS ÉLU•ES:

- Soutiendront la reconduction de l'intergroupe LGBTI+ du Parlement européen et le rejoindront activement pour participer à ses activités,
- Signeront le manifeste de l'ILGA-Europe,
- S'opposeront très fermement et publiquement aux candidats commissaires qui ont voté pour des textes hostiles, déclaré ou participé à des actions anti-LGBTI+, même s'ils étaient soit disant « de gauche »,
- Encourageront à ce qu'un.e Commissaire continue à avoir un portefeuille dédié à l'Egalité et porte activement des actions positives pour les LGBTI+ en Europe,
- Demanderont aux candidat.es pour le poste de Président du Groupe S&D et du Parlement de s'engager très clairement en faveur des droits LGBTI+,
- Dénonceront en séance plénière les situations où les LGBTI+ sont méprisés et/ou persécutés et soulèveront ces points dans le cadre des missions parlementaires,



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

- Utiliseront explicitement les termes « LGBTI+ » et/ou « orientation sexuelle et identité de genre » dans leurs documents officiels, leurs multiples outils et supports de communication,
- Demanderont des sanctions fortes, notamment financières, contre les géants numériques surnommés, dit les GAFAM, et réseaux sociaux qui trainent des pieds pour lutter efficacement contre la haine en ligne (racisme, antisémitisme, sexisme et LGBTphobie),
- Continueront à défendre le cordon sanitaire contre les groupes d'extrême-droite, et ainsi refuser de soutenir ou co-signer leurs amendements,



PARTI SOCIALISTE ET PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN



PROPOSITIONS D'HES LGBTI+ POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

PARTI SOCIALISTE ET PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN

Le Parti Socialiste doit continuer à porter la voix de la France au sein du Parti Socialiste Européen et ne pas hésiter à dénoncer les situations d'abus des droits des personnes LGBTI+ auprès des partis frères membres du Parti Socialiste Européen.

HES soutient à ce titre la suspension récente du parti slovaque SMER, et appelle même à son exclusion.

Il est temps pour le Parti Socialiste Européen de prendre position contre les partis frères ne respectant pas les fondamentaux des droits égaux entre humains.

Faire partie de la famille socialiste nécessite d'adhérer à un socle de valeurs communes, y compris les droits des Femmes, la stratégie LGBTI+ du Parti Socialiste Européen : les droits LGBTI+ ne sont pas une « option à la carte » ou ponctuelle. Une suspension ou même une exclusion des partis frères ne doit plus être un tabou lorsque ceux-ci bafouent les droits fondamentaux.

HES DEMANDE:

• Que le Parti Socialiste pousse les questions LGBTI+ dans l'ensemble des groupes de travail et documents du Parti Socialiste Européen où cette thématique peut être abordée (santé, éducation, familles, culture, sport, etc).



